



La microfinance, banque du pauvre

Ina Kota

NAGUÈRE, Mufiya Khatoon, jeune femme pauvre et illettrée de la campagne bangladaise, passait ses journées à mendier quelques grammes de riz pour nourrir ses enfants. Elle voulait désespérément travailler pour gagner sa vie, mais n'avait pas assez d'argent pour créer une petite entreprise et elle ne pouvait emprunter nulle part à des conditions abordables. Mais tout cela a changé le jour où elle a découvert la Grameen Bank, l'une des premières institutions de microfinance, qui a vu le jour dans la campagne bangladaise après la famine de 1976. En 1979, cette banque accorda à Mufiya un prêt de 500 taka (environ 22 dollars) sur un an, ce qui lui suffit pour créer une entreprise de produits en bambou. Pour obtenir ce prêt, elle dut former un groupe avec quatre autres personnes se trouvant dans une situation comparable. Elle paya un intérêt de 20 %, avec des remboursements hebdomadaires de 2 % du prêt. Des conditions ardues, peut-être, mais meilleures que les 150 % d'intérêt qu'aurait exigés un prêteur local. Mufiya put ainsi créer son entreprise, et un an plus tard elle avait remboursé son emprunt. Sa situation matérielle s'est améliorée et son destin lui appartient.

Pour Mufiya, comme pour des millions d'autres pauvres qui ne disposent ni de garantie, ni d'un revenu régulier et dont la solvabilité est incertaine, la microfinance a ouvert l'accès aux services financiers de base, qui restent hors d'atteinte pour près de la moitié de la population mondiale, c'est-à-dire 3 milliards de personnes. Pour la plupart des banques classiques, ces personnes représentent un risque élevé et sont difficiles à servir parce qu'elles sont souvent dispersées entre des zones difficiles d'accès et parce que les prêts de faible montant dont elles ont besoin sont coûteux à gérer. Mais la microfinance, qui se spécialise dans l'octroi de prêts de faible montant et d'autres services financiers aux plus démunis, remet en question cette vision des choses.

En une trentaine d'années, à partir de l'expérience limitée et sans but lucratif réalisée au Bangladesh, la microfinance a pris une envergure mondiale. La Grameen Bank et son fondateur, Muhammad Yunus, ont reçu le prix Nobel de la paix 2006 pour avoir été les premiers à offrir des services financiers aux plus déshérités. Pour de nombreux enthousiastes, la microfinance est un instrument important de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Ont-ils raison? Nul ne le sait encore.

Le paysage actuel

Aujourd'hui, les acteurs de la microfinance sont des gouvernements, des philanthropes, des investisseurs sociaux et des banques commerciales telles que Citigroup et ING, attirées par le potentiel

de profit et sensibles au principe de la responsabilité sociale des entreprises. Les clients peuvent toujours s'adresser à une banque de type Grameen, mais aussi à des coopératives de microfinance, à des banques publiques ou commerciales et, depuis peu, à des banques islamiques (qui appliquent des principes financiers conformes à l'Islam, tels que le partage des risques). Outre des microprêts aux entreprises, les institutions de microfinance offrent des facilités de dépôt, d'épargne, de retraite et d'assurance. La micro-assurance est en plein essor, car les emprunteurs doivent assurer les actifs (équipement agricole, par exemple) qu'ils achètent à l'aide de microcrédits. De fait, les produits d'épargne et les services de transaction qu'offrent les institutions de microfinance sont désormais aussi importants que leurs opérations de prêt.

Les clients de ces institutions vivent aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Les pauvres des zones rurales empruntent pour financer des activités dans les secteurs de l'élevage d'engraissement, la production laitière, la fabrication de produits en bambou, ou le tissage, alors que dans les villes, ils empruntent pour devenir marchands ambulants, conducteurs de rickshaw ou couturières. De plus, même si elle a ses racines dans les pays en développement, la microfinance offre aussi maintenant des services aux pauvres dans les pays industriels.

Pourtant, il existe peu de données fiables. Selon la définition retenue, on estime qu'il y a entre 300 et 25.000 institutions de microfinance en activité aujourd'hui. Le Microfinance Informations eXchange (MIX), parfois appelé le «Bloomberg» de la microfinance, suit les résultats de près de 1.000 établissements dans le monde, dont près de la moitié sont autonomes. Il est difficile de connaître le

Une activité en plein essor

Selon Microcredit Summit Campaign, la microfinance a explosé partout dans le monde ces six dernières années.

Année	Nombre d'établissements avérés	Nombre de clients pauvres avérés
2000	78	9.274.385
2001	138	12.752.645
2002	211	21.771.448
2003	234	35.837.356
2004	286	47.458.191
2005	330	58.450.926
2006	420	64.062.221

Source : State of the Microcredit Summit Campaign Report (2006).

nombre exact d'emprunteurs, qu'on estime entre 30 et 500 millions. Selon le Microcredit Summit Campaign, groupe militant basé à Washington, il y en a eu plus de 64 millions en 2006, contre plus de 9 millions en 2000 (tableau), auxquels il faut ajouter les millions qui placent leur épargne dans ces institutions.

Comment cela fonctionne-t-il?

Les institutions de microfinance partent du principe que leurs clients sont assez grands pour s'occuper de leurs affaires, sans pour autant considérer que tous les pauvres sont des emprunteurs fiables. Elles ont adopté deux approches fondamentales :

Les prêts de groupe. La Grameen Bank est considérée comme la première à avoir adopté cette formule, aujourd'hui appliquée dans de nombreux pays. Les différents emprunteurs sont tenus de former un groupe dont chaque membre est solidairement responsable de l'emprunt des autres. Pour garantir le remboursement, la banque compte avant tout sur la pression des pairs. De plus, le risque est limité du fait que les prêts sont surtout accordés à des femmes, jugées plus fiables car au centre des liens familiaux. Au début de 2007, la Grameen Bank faisait état de presque 7 millions d'emprunteurs, dont 96 % étaient des femmes pauvres et illettrées vivant dans des villages isolés. Et elle affirme que depuis 1976 elle a prêté 6 milliards de dollars avec un taux de remboursement de 98 %.

Les prêts individuels. De montants plus élevés, ces prêts sont accordés sans garantie collective et à des conditions plus souples. L'emprunteur type n'est pas une personne très pauvre cherchant à créer une petite entreprise, mais un travailleur pauvre indépendant qui a le sens des affaires. Dans certains cas, il dispose d'un petit capital de garantie. Accion, l'une des principales institutions de microfinance opérant en Amérique latine, dans les Antilles, en Afrique et en Asie, accorde des prêts individuels à court terme de 100 à 500 dollars à des taux d'intérêt qui reflètent le coût du prêt. Les agents chargés d'accorder les prêts ne se fondent pas uniquement sur les moyens financiers de l'emprunteur, mais aussi sur des références obtenues auprès de ses clients et voisins. Le remboursement est encouragé par diverses incitations, telles que la possibilité d'emprunter progressivement davantage et d'obtenir une formation de gestion ou professionnelle. Dans certains pays, comme en Bolivie, des bureaux de crédit ont été créés pour veiller au remboursement des prêts.

L'avenir de la microfinance

Bien que la microfinance semble être un moyen prometteur d'offrir des services financiers aux pauvres, son avenir suscite de nombreuses interrogations.

La microfinance est-elle viable? Si elle peut être commercialement rentable, la microfinance peut devenir moins tributaire des subventions, qui se chiffrent aujourd'hui en centaines de millions de dollars. Les institutions de microfinance devraient toucher de plus en plus de pauvres dans les zones urbaines, qui sont plus faciles à servir en raison de leur concentration. Mais elles auront du mal à être rentables en servant les pauvres des zones rurales éloignées, surtout les plus déshérités, en raison des coûts et des risques élevés que cela comporte.

La microfinance doit-elle être viable? En se recentrant sur des activités essentiellement commerciales, la microfinance risque de délaisser les emprunteurs les plus pauvres au profit de clients traditionnels plus aisés et plus sûrs. Elle pourrait ainsi entrer en concurrence directe avec les banques classiques et l'action en faveur des plus démunis serait sacrifiée à la recherche de la viabilité commerciale. Cela dit, dans certaines régions, les institutions de

microfinance bénéficiant d'abondantes subventions risquent d'évincer les institutions viables; dès lors, les subventions ne seraient guère bénéfiques. On peut aussi se demander si les institutions de microfinance devraient se concentrer sur les emprunteurs les plus pauvres ou si les autres mécanismes sont plus appropriés, compte tenu des contraintes pesant sur les budgets d'aide?

Pourquoi les taux d'intérêt sont-ils si élevés? Les taux d'intérêt des microcrédits sont très élevés (de 20 à 35 %), même si l'on tient compte de l'inflation. Les institutions de microfinance ont des coûts beaucoup plus élevés que les banques commerciales, qui tiennent aux prêts eux-mêmes et aux frais administratifs (par exemple, l'identification et la sélection des clients). Dans certaines institutions, les taux d'intérêt couvrent uniquement les frais de gestion, mais d'autres y ajoutent une prime de risque. Selon certains observateurs, bien que les taux d'intérêt soient élevés, les prêts restent avantageux pour les emprunteurs, dont ils relèvent le niveau de vie, et les coûts diminueront à mesure que le secteur développera ses infrastructures. De l'avis général, il est indispensable que la concurrence s'intensifie pour faire baisser les taux d'intérêt.

Quel cadre réglementaire et juridique pour la microfinance? Le cadre réglementaire et juridique dans lequel opèrent les institutions financières commerciales de grande dimension ne convient sans doute pas à la microfinance. Des pays tels que le Maroc et le Kenya ont mis en place des cadres juridiques adaptés pour réglementer les institutions de microfinance. Il s'agit avant tout de protéger les déposants et les emprunteurs tout en encourageant le développement du secteur de la microfinance, de limiter le coût de la surveillance de ces institutions et d'empêcher que la réglementation ne fasse obstacle à l'innovation et à la concurrence. Il faut, par exemple, trouver un juste équilibre entre protection des consommateurs, poids de la réglementation, viabilité et développement.

Le numérique à la rescousse

La technologie pourrait-elle être de quelque secours? Aujourd'hui, il est possible d'effectuer des opérations bancaires sans agence aux Philippines, en Afrique du Sud et en Colombie. Les banques commerciales ont recours à des dispositifs situés sur les points de vente et au téléphone portable pour toucher les pauvres des zones rurales, en autorisant des commerçants locaux à effectuer pour leur compte des opérations en espèces. Cette facilité joue un rôle particulièrement important dans les régions où les ménages dépendent des envois de fonds de membres de la famille travaillant dans les pôles économiques ou à l'étranger. Il est probable que la technologie va réduire les coûts de transaction et permettre ainsi aux institutions de microfinance de se développer et de toucher davantage de clients.

La toute dernière innovation est celle du marché numérique de la microfinance : par l'intermédiaire de sites Internet tels que Kiva.org, des institutions de microfinance s'allient avec des fournisseurs locaux de crédit pour mettre en relation des emprunteurs à faible revenu et des investisseurs sociaux à revenu plus élevé — différents bailleurs de fonds effectuent des prêts électroniques de montants qui parfois ne dépassent pas 25 dollars. Ainsi, un emprunteur potentiel, tel que Zemfira Bayramova d'Azerbaïdjan, peut faire savoir qu'il veut emprunter 1.000 dollars pour acheter trois veaux. Une fois que la somme de 1.000 dollars a été réunie, les fonds sont envoyés à un partenaire local, Komak Credit Union, qui les verse à Zemfira. Kiva.org affirme avoir traité près de 5 millions de dollars de prêts en avril 2007, contre 400.000 dollars en octobre 2006. ■

Ina Kota est rédactrice de Finances & Développement.